



Politiques d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture

État des lieux et pistes pour progresser

Dr. Guillaume Gruère

Analyste principal des politiques

Direction des Échanges et de l'Agriculture de l'OCDE



Plan de la présentation

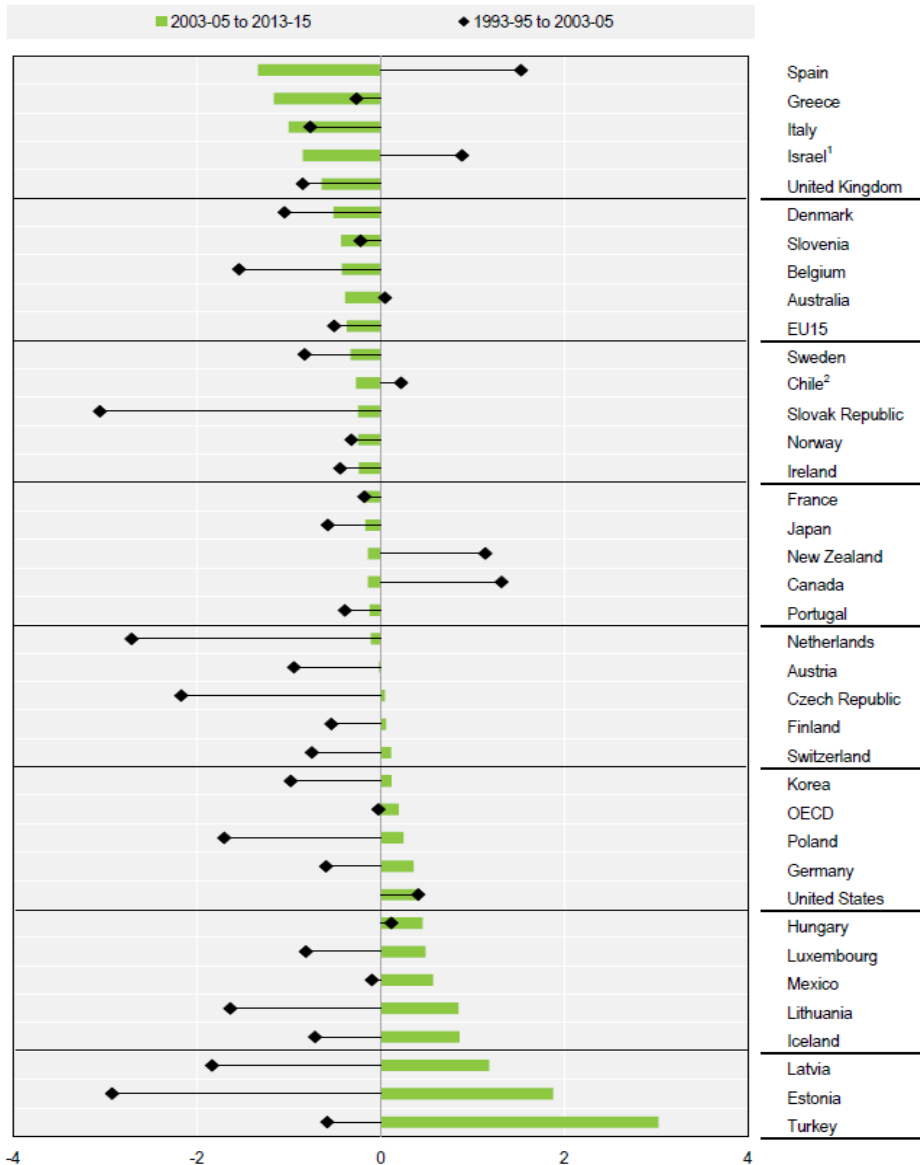


1. Évolution des émissions de gaz à effet de serre (GES) agricoles dans les pays de l'OCDE
2. Revue des politiques nationales d'atténuation des GES agricoles
3. Quels instruments politiques peuvent aider à progresser?

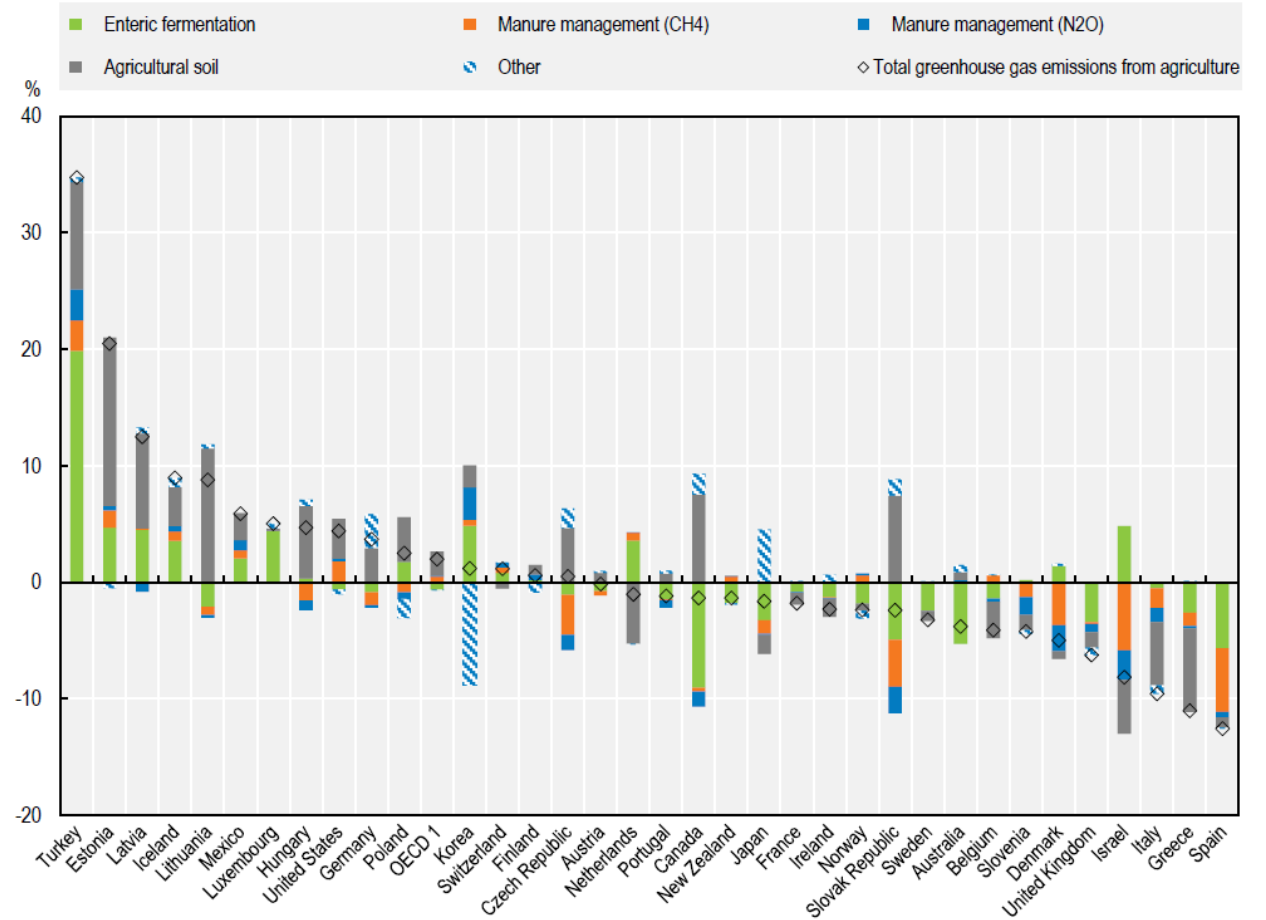
Source:OECD (2017), Water Risk Hotspots for Agriculture, OECD Studies on Water, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264279551-en>.

1. Évolution des émissions directes de GES agricoles dans les pays de l'OCDE

Variation annuelle des émissions de GES (%)



Variation des émissions de GES (%) de 2003-05 à 2013-15



Les émissions provenant des sols (N₂O) sont un facteur déterminant de l'évolution des GES dans les pays de l'OCDE de 2003-05 à 2013-15.

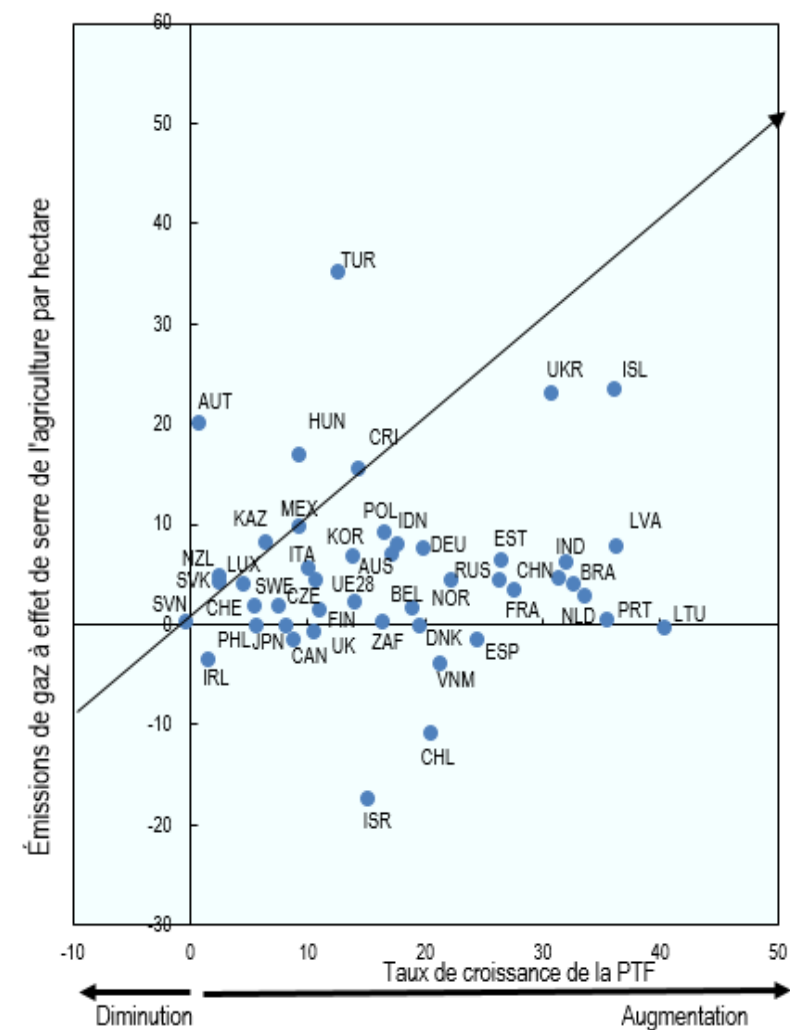
1. Pour Israël, 1993-95 est remplacé par 1996. 2. Pour le Chili, 2013-15 est remplacé par 2011-13.



Des émissions de GES qui continuent à augmenter

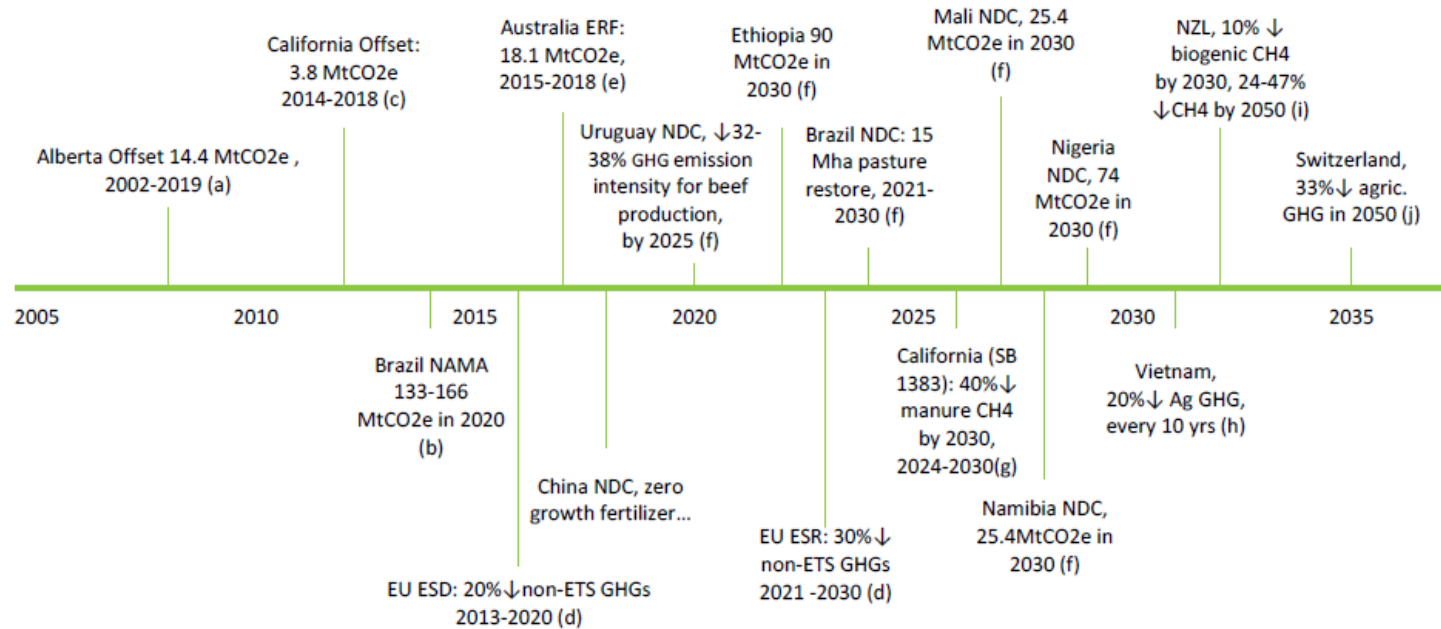
- Les émissions de GES agricoles ont augmenté de 0.2% annuellement dans les pays de l'OCDE de 2003-05 à 2013-15.
- L'intensité des émissions (GES/USD) a néanmoins augmenté à un rythme plus lent dans cette période que pendant la décennie 1993-2005
- Dans la majorité des pays (OCDE et émergents), les émissions de GES par hectare continuent d'augmenter, quoique plus lentement que la productivité agricole →
- Les pays avec des agriculture fortement productives semblent avoir atteint un palier de réduction des émissions liées à l'augmentation de la productivité.

B. Taux de variation en % pour la période 2: 2005-07 à 2013-15





2. Revue des politiques nationales d'atténuation des GES agricoles



Notes: Ce graphique inclue une sélection de politique d'atténuation, de réduction de GES accomplies, et d'objectifs de réduction d'émission des GES. Certain membres de l'UE ont adopté des objectifs et alloués des budgets spécifiques pour contribuer a leur effort commun. Les politiques sont placées autant que possible au milieu de leur période d'application. Source: OECD (2019), Enhancing Climate Change Mitigation through Agriculture, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/e9a79226-en> .



Objectifs de réduction pour les activités AFOLU (agriculture, foresterie et autres utilisations des terres) pour les pays étudiés

Country	Mitigation target (MtCO ₂ eq)	Details (percentage reductions shown where reported)	National Policy	Sector
Ireland	16.5 -18.5	8-15% reduction in 2030 compared to 2017	Ireland Climate Action Plan	Agriculture
	26.8	Reduction between 2021 and 2030, compared to 2005-2009		LULUCF
Netherlands	3.5	Reduction in 2030, compared to 1990	National Climate Agreement	AFOLU ^(a)
France	22	20% reduction by 2030, compared to 1990	National Low-Carbon Strategy	Agriculture ^(b)
	26	Reduction in 2030 compared to 1990 ²		LULUCF ^(b)
California		40% reduction of manure-based methane emissions by 2030 compared to 2013	Senate Bill No. 1383 on Climate Short-Lived Pollutants	Agriculture
New Zealand	3.3	10% reduction of biogenic methane emissions by 2030 and a 24-47% reduction by 2050, compared to 2017	Zero Carbon Act	Agriculture ^(c)
Indonesia	4	3.3% reduction against BAU, in 2030, conditional	NDC	Agriculture
	650	91% reduction against BAU, in 2030 conditional		Forestry ^(e)
Benin	26.1	31.1% reduction against BAU, cumulative 2021-2030, conditional	NDC	Agriculture
	112.5	Reduction against BAU, cumulative 2021-2030, conditional		LULUCF
Ethiopia	90	48.6% reduction against BAU in 2030, conditional	NDC	Agriculture ^(d)
	130	144.4% reduction against BAU in 2030, conditional		LULUCF
Nigeria	74	Reduction against BAU in 2030, conditional	NDC	AFOLU

- Le secteur AFOLU figure dans 103 des 185 Contributions déterminées au niveau national (NDCs)
 - Certains pays de l'OCDE ont des objectifs sur l'agriculture, le plus souvent séparés des NDCs.
 - Les pays en voie de développement ont des objectifs AFOLU, souvent dans leur NDCs, qui peuvent être plus ambitieux mais dépendant d'aides externes.
- Seulement deux pays ont adoptés des objectifs juridiquement contraignants de diminution des émissions de GES sur le secteur: l'Irlande et la Nouvelle-Zélande.
- Un nombre limité mais croissant de pays et régions ont mis en place des politiques de réduction des GES agricoles.

Note: LULUCF: Utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF).

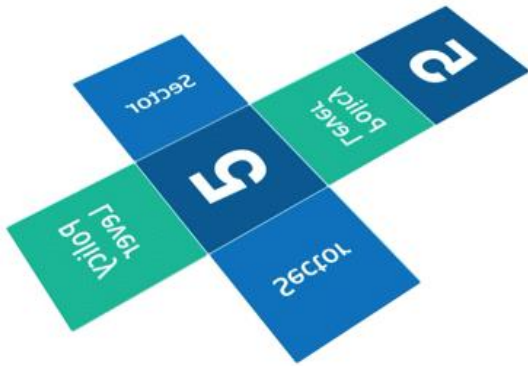
Source: Henderson, B., C. Frezal and E. Flynn (2020 forthcoming), « A survey of international GHG mitigation policies in the AFOLU sector », OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers, OECD Publishing, Paris.

Type de politique	Instrument spécifique	Applications dans le secteur AFOLU	Impact observé
Instruments basés sur les marchés	Marché de droits d'émission	Nouvelle-Zélande (horizon 2025): prix de marché appliqué par exploitation (CH4) et taxe sur les engrais appliqué à l'industrie (N2O)	A voir- transition avec pilotage d'un système sophistiqué de mesure et de suivi des émissions. Application que si la mesure des émissions est validée en 2024
	Compensations carbone	Alberta et Québec, bientôt Canada, et Californie Chine (potential en lien avec leur marché d'émission)	Progrès observés avec achats privés
	Rémunération de la réduction d'émission des GES	Le fond de réduction des émissions (ERF) en Australie (enchères de crédits d'émission)	Progrès observés mais efficacité débattue
Programmes de soutien agricole, bourses et crédit préférentiels	Programmes de reboisement	Irlande Nouvelle Zélande Chine (Grains for Green)	Augmentation de la surface forestière Programme de soutien à effet modéré, plan ambitieux Augmentation de la surface forestière
	Programmes de soutien agricole	Politique agricole commune de l'Union Européenne (UE) Canada et autres pays de l'OCDE	Effet insuffisamment étudié (3.5% de réduction selon une étude).
	Bourses	Etats-Unis (biogaz), Chine (engrais), Australie (énergie)	-
	Crédits à taux préférentiels	Brésil (ABC program)	Efficacité s'améliorant, en voie d'atteindre ses objectifs.
	REDD+ (payments liés à l'usage des terres)	Brésil et Indonésie, et autres pays en voie de développement élaborent leurs stratégies	-
Règlementations environnementales	Règlementation de limitation de la déforestation	Brésil (Code de la forêt) et Indonésie (Moratoire sur les forêts)	Problème d'application
	Règlementation de la pollution	Directive nitrate et de contrôle des polluants (UE)	Potentiellement effectif, mais pas systématiquement appliquée.
R&D et transfert de connaissances	R&D	Beaucoup de pays- Global Research Alliance	Contribution à l'avancée des pratiques et de la mesure des GES
	Transfert de connaissance	Irlande, France entre autre	Augmente l'adoption de pratiques durables



3. Quels instruments politiques peuvent aider à progresser?

Les 5*5=25 actions proposées par l'OCDE sur le climat pour 2025



=> 5 actions dans le secteur agro-alimentaire:



1. Faire progresser la productivité de façon durable par l'**innovation**, afin de réduire les émissions et de nourrir une population toujours plus nombreuse



2. **Réformer** les réglementations qui faussent les prix et font croître les émissions agricoles



3. Utiliser des **taxes et des aides** pour réduire les émissions et maîtriser les répercussions sur les agriculteurs et les consommateurs



4. Intégrer l'agriculture dans les **stratégies** nationales de lutte contre le changement climatique

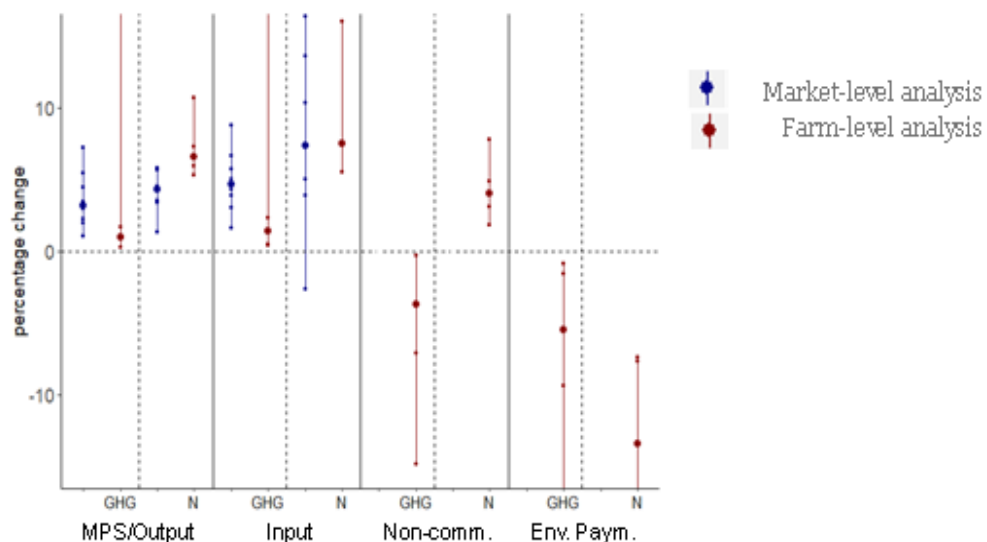


5. Informer consommateurs et producteurs sur les **choix alimentaires** et les moyens de réduire le **gaspillage alimentaire**

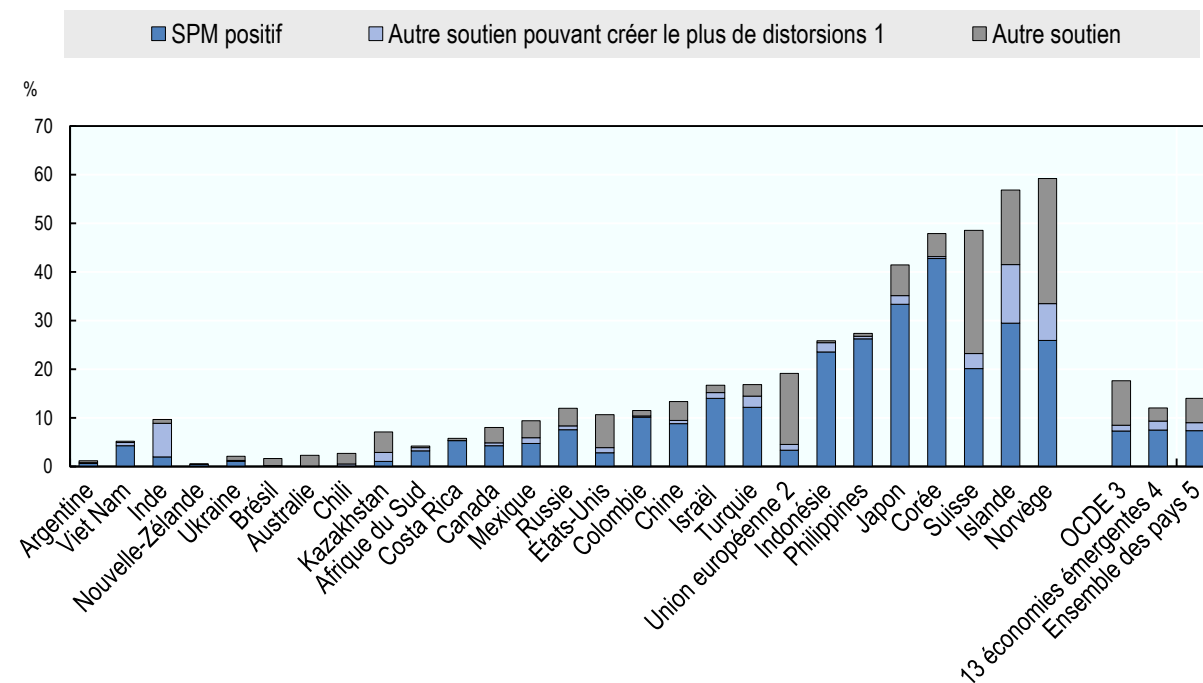


Réformer les réglementations et autres formes de soutien agricole qui faussent les prix et font croître les émissions agricoles (1/3)

Pourcentage de variation des impacts environnementaux associé à une augmentation des soutiens agricoles de 10%



Transferts pouvant créer le plus de distorsions et autre soutien par pays, 2017-19
Pourcentage des recettes agricoles brutes

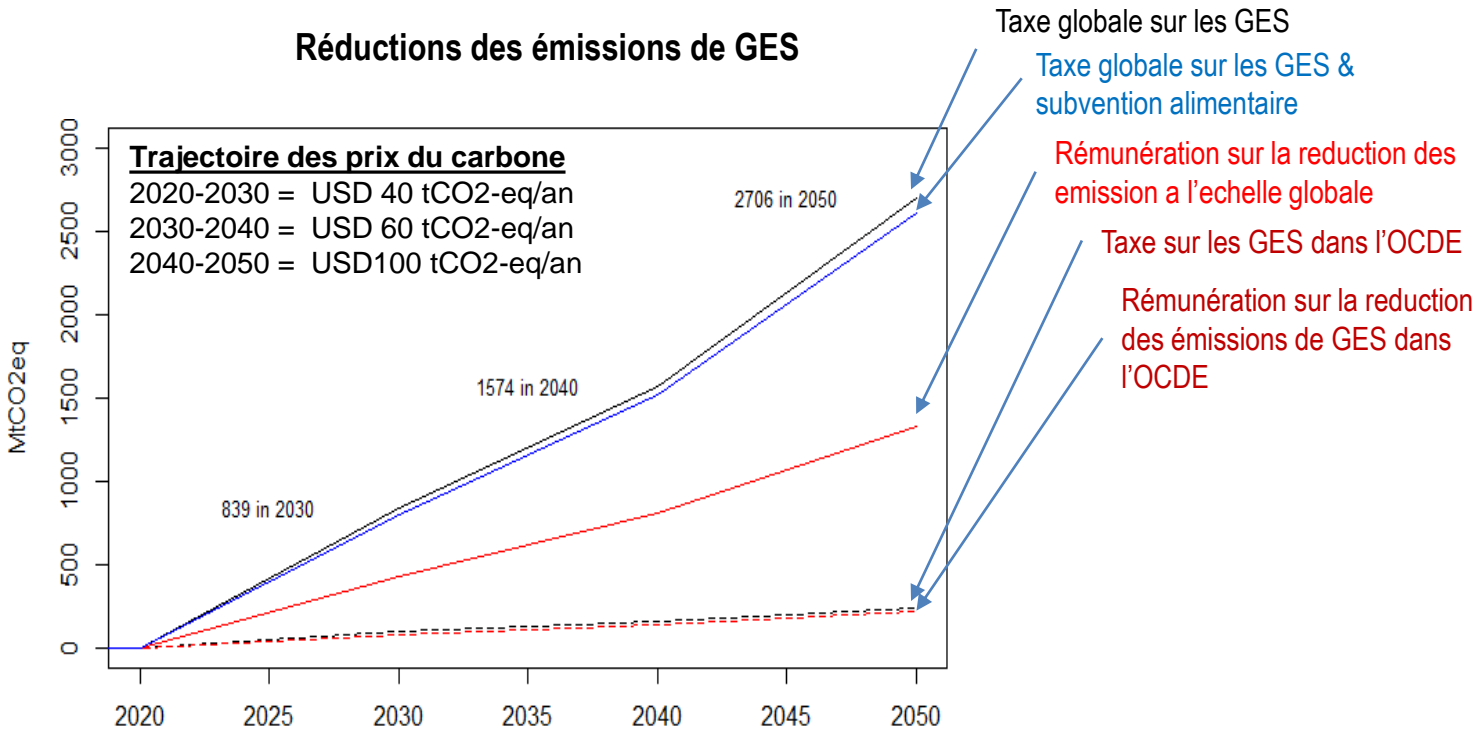


Les formes de soutien pouvant créer le plus de distorsion de marché (soutien au prix, intrants et production sans contrainte) sont aussi celles qui ont les effets les plus négatifs sur l'environnement. Ces soutiens représentaient plus des deux tiers des transferts publics totaux dont bénéficie le secteur en 2017-19.



Utiliser des taxes et des aides pour réduire les émissions et maîtriser les répercussions sur les agriculteurs et les consommateurs (2/3)

Réductions des émissions de GES



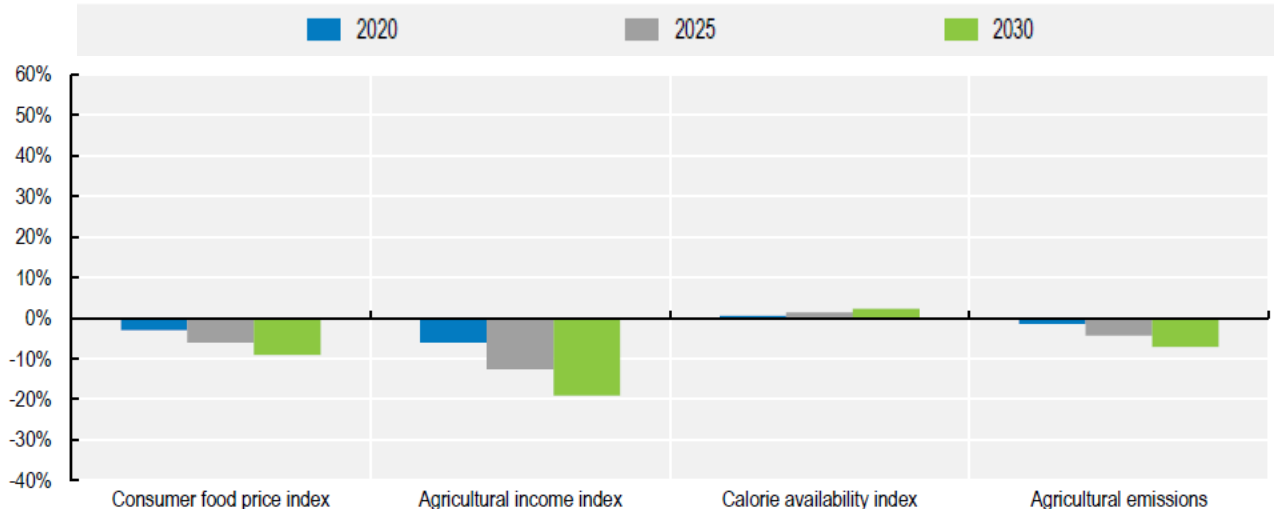
		OCDE	Non-OCDE	Global
Taxe globale sur les GES	Valeur ajoutée agricole	-1%	-14%	-11%
	Consommation alimentaire	-2%	-1%	-1%
	Budget public	++	++	++
Taxe globale sur les GES & subvention alimentaire	Valeur ajoutée agricole	4%	-10%	-8%
	Consommation alimentaire	0%	1%	1%
	Budget public	+	+	+
Rémunération sur la réduction des émissions à l'échelle globale	Valeur ajoutée agricole	3%	3%	3%
	Consommation alimentaire	0%	0%	0%
	Budget public	-	-	-

Les instruments liés au marché, comme la tarification des émissions et les droits d'émission négociables offrent la voie la plus rentable de réduire les émissions de GES de l'agriculture. Néanmoins ils requièrent que les gouvernements considèrent leur implication sur les agriculteurs, consommateurs et contribuables.



Informer consommateurs et producteurs sur les choix alimentaires et les moyens de réduire le gaspillage alimentaire (3/3)

Élimination globale des déchets alimentaires



Réduire le **gaspillage et les pertes alimentaires** permettrait de faire baisser les émissions de manière significative. Néanmoins, les gouvernements doivent aussi tenir compte des potentielles conséquences de cette démarche, par exemple en termes de manque à gagner pour les agriculteurs.

Réduction globale de 10% de la consommation des produits animaux en provenance de ruminants

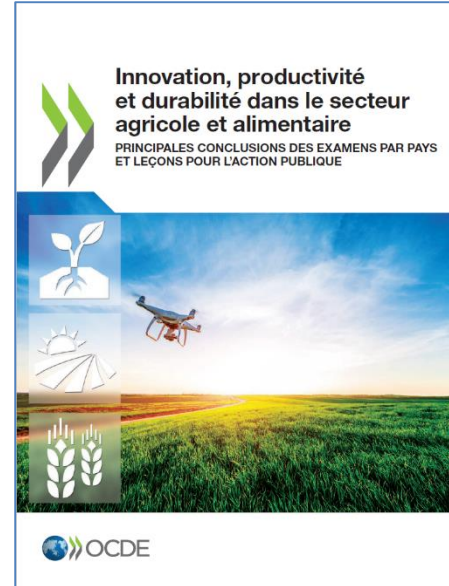


Dans les pays où l'accès à des apports protéiques suffisants ne pose pas de problème, il peut aussi être utile de promouvoir des **choix alimentaires moins émetteurs de GES**, par exemple les végétaux ou les produits issus de systèmes d'élevage occasionnant moins d'émissions.

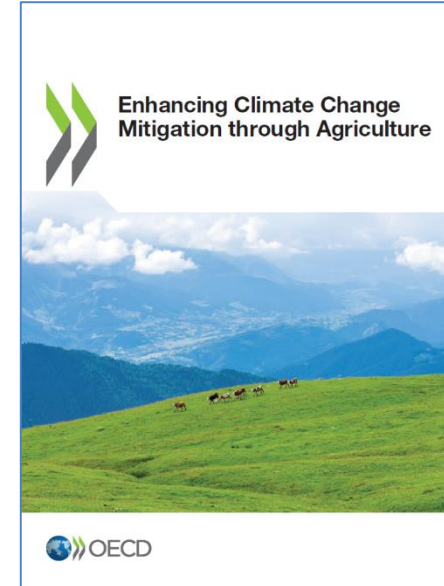


Conclusion

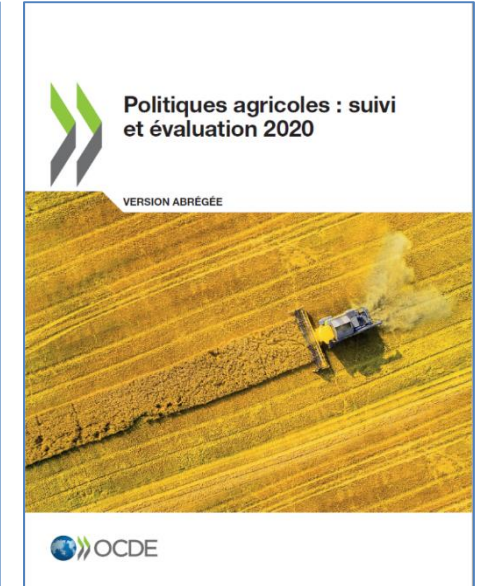
Malgré des avancées dans plusieurs pays, les gouvernements vont devoir amplifier leur efforts, notamment en réformant leur soutien agricole et en adoptant des politiques d'atténuation efficace mais équilibrées, pour s'assurer que le secteur agricole contribue effectivement à la réduction des gaz à effets de serre de leurs économies.



Source: <https://doi.org/10.1787/830128c5-fr>



Source: <https://doi.org/10.1787/e9a79226-en>



Source: <https://doi.org/10.1787/10578a8d-fr>

Site internet: <https://www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/changement-climatique-et-systemes-alimentaires/>

Twitter: [@OECDagriculture](https://twitter.com/OECDagriculture)

Email: Guillaume.Gruere@oecd.org